

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 5 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de la Troche

Le Bourg
56430 Tréhorenteuc

Références : UD/2024-199
Code AIOT : 0005502879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement Carrières de la Troche implanté LA TROCHE 35380 Paimpont. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la Troche
- LA TROCHE 35380 Paimpont
- Code AIOT : 0005502879
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de schiste rouge exploitée par campagnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Taille des fronts	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
4	Parcelles cadastrales	Arrêté Préfectoral du 09/09/2003, article 1.1
5	Parcelles cadastrales	Arrêté Préfectoral du 09/09/2003, article 1.3
6	Cote minimale	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.2
8	Périmètre	Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
9	Périmètre	Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
10	Propreté des voies	Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
11	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
12	Bruit	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.4
13	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.3
14	Incident-Accident	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non-conformité lors de l'inspection. Les seuls points avec suites concernent le plan de la carrière à compléter et l'attestation de constitution de garanties financières à transmettre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Production annuelle
Prescription contrôlée : La production annuelle de la carrière n'excèdera pas 150 000 tonnes.
Constats : L'exploitant indique une production de 27 000 tonnes pour l'année 2023, soit largement en dessous la production maximale autorisée pour la carrière. La production est effectuée par campagnes, en général une à deux par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établira un plan de la carrière, orienté sur le fond cadastral reportant : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre autorisé, ainsi que les abords dans un rayon de 50 mètres,- les bords de l'excavation,- les courbes de niveaux ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- les ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitation...) Ce plan sera mis à jour au moins un fois par an. Cette mise à jour concernera : <ul style="list-style-type: none">- l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks...),- les surfaces défrichées à l'avancement,- le positionnement des fronts,- l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état...),- l'emprise des zones remises en état. Les valeurs des surfaces de ces différentes zones seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit à l'appui de la détermination de la garantie financières seront mentionnés. Ce plan et cette annexe seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan daté du 27 novembre 2023. Le plan n'indique pas les cotes maximales des stocks, les limites communales ni le circuit des eaux. Lors de l'inspection 2021, il avait déjà été demandé à l'exploitant de modifier son plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
> L'exploitant mettra à jour le plan et le transmettra à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Le plan à jour fera apparaître les cotes maximales des stocks, les limites communales, le circuit des eaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Taille des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques chroniques, Taille des fronts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan présenté le jour de l'inspection, les cotes indiquent des fronts de 17 mètres de hauteur. L'exploitant indique que les cotes indiquées en rouge ont été arrondies et que les cotes précises sont bien cohérentes avec des fronts de 15 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant mettra à jour le plan et le transmettra à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Le plan à jour fera apparaître les cotes correctes pour les fronts.</p> <p>Dans le cas où des fronts de taille dépasseraient la hauteur maximale autorisée de 15 m, l'exploitant joindra au plan demandé un calendrier de remise en conformité accompagné des mesures compensatoires mises en œuvres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Parcelles cadastrales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2003, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles cadastrales
Prescription contrôlée : La SARL SOCIETE DES CARRIERES DE LA TROCHE, dont le siège social est à TREHORENTEUC, est autorisée à exploiter, pendant 30 ans, à ciel ouvert, une carrière de schiste sur le territoire de la commune de PAIMPONT, au lieu-dit « La Lande de la Troche » dans les parcelles cadastrées section BD n°36, 37, 40, 41, 57, 58, 59, 60, 83, 84, 85, 135, 136 et partie des parcelles 38,39 et 86, d'une surface de 9 ha 15 a 06 ca environ. L'exploitation des parcelles 38, 39 et 86 sera limitée à la position du front de taille supérieur figuré sur le plan au 1/2500 à la page 25 du dossier de demande d'autorisation.
Constats : L'exploitant indique qu'un travail important a été mené sur le parcellaire : recherche de propriétaires et de l'historique du site et acquisitions. Une partie des activités de la carrière se situe en dehors du périmètre actuellement autorisé. Une régularisation a été demandée par l'exploitant dans le cadre d'un dossier d'autorisation environnementale en cours d'instruction. L'exploitant indique qu'en cas d'obtention, il sera propriétaire de l'intégralité du périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Parcelles cadastrales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2003, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles cadastrales
Prescription contrôlée : Dès l'obtention de l'autorisation de défrichement des parcelles cadastrées section BD n°61, 62, 79, 80, 81 et 82, la SARL SOCIETE DES CARRIERES DE LA TROCHE sera autorisée à exploiter en carrière pendant 30 ans les parcelles n°61, 62, 79, 80, 81 et 82 section cadastrale BD, d'une superficie de 3 ha 90.
Constats : Le défrichement a été réalisé et l'exploitation actuelle s'effectue sur l'intégralité des parcelles du périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cote minimale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale
Prescription contrôlée : L'extraction est limitée en profondeur à la cote 130 mètres NGF
Constats : Le plan présenté le jour de l'inspection fait apparaître une cote minimale de 130 m NGF, soit la cote autorisée par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'attestation de renouvellement de ces garanties financières, actualisées le cas échéant, sera transmise de la même façon au moins si mois avant leur échéance.
Constats : L'arrêté d'autorisation actuel est arrivé à échéance le 23 novembre 1993. Un arrêté de prolongation a été signé le 14 mars 2024. L'exploitant indique avoir sollicité de nouvelles garanties financières dès la réception de cet arrêté, elles sont en cours de constitution.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'attestation de constitution des garanties financières dès réception, et au plus tard sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Périmètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Portail d'entrée
Prescription contrôlée : En fin de journée ou à toute interruption de l'exploitation l'accès à la carrière sera interdit par un dispositif solide et efficace
Constats : Un portail d'accès était présent et ouvert le jour de l'inspection puisque la carrière était ouverte. L'exploitant indique qu'il est fermé dès que l'installation est fermée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Périmètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Clôtures
Prescription contrôlée : La carrière sera protégée par une clôture efficace interdisant l'accès des zones dangereuses.
Constats : L'exploitant indique que la clôture est présente tout autour du périmètre. La végétation ayant poussé, elle constitue une barrière naturelle. Lors de l'inspection, une partie de la clôture a été vue : au niveau de l'atelier et au niveau de l'entrée à proximité des bassins de rétention des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Propreté des voies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1993, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des voies
Prescription contrôlée : Les roues des véhicules de transport seront nettoyées si nécessaire à la sortie de la carrière.
Constats : Le site ne dispose pas de rotolue. L'exploitant indique que le nettoyage des roues des véhicules est effectué avec un jet d'eau, en tant que de besoin. L'eau provient du forage du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible. La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs. En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique mettre en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrosage des pistes en tant que de besoin, via l'eau du forage du site - bâchage des chargements : le bâchage des camions dont l'exploitant gère le transport est obligatoire. L'exploitant indique avoir beaucoup de particuliers et de petits véhicules qui ne sont pas équipés de bâches. Le jour de l'inspection, il a été constaté que les camions étaient bien bâchés, mais pas les véhicules légers. - arrosage des chargements en tant que de besoin - brumisation de l'installation de traitement lorsqu'elle est utilisée <p>> Au vu du contexte actuel de raréfaction de la ressource en eau, l'exploitant est invité à évaluer précisément sa consommation en eau et à envisager des mesures pour la réduire.</p> <p>Concernant les mesures de poussières, celles-ci sont effectuées via des plaquettes. L'exploitant indique que le dossier d'autorisation environnementale en cours d'instruction prévoit l'installation de jauges et le déplacement de l'un des points de mesures. Ce déplacement sera d'ailleurs effectué dès la prochaine mesure, pour la plaquette concernée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière (et les installations de premier traitement des matériaux) ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à : - 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés ; - 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30, ainsi que les dimanches et jours fériés. L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Les mesures de bruits sont effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis par les installations classées pour la protection de l'environnement. Le respect des valeurs d'émergence sera vérifié 1 an après notification du présent arrêté puis tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures rappelant les conditions de leur réalisation, seront consignés dans un registre tenu à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et portés à sa connaissance en cas d'anomalie.
Constats : L'exploitant effectue des mesures de bruit à chaque campagne de production. Les dernières mesures datent de novembre 2023. Les émergences étaient inférieures à 1 dB(A). Les installations de traitement sont situées dans la fosse et donc enclavées, ce qui réduit les nuisances sonores.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) rejetées dans le milieu naturel respecteront les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5- la température est inférieure à 30 °C,- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105),- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l suivant (norme NFT 90 101),- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel sera réalisé dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH : 1 mesure annuelle- MES : 1 mesure annuelle- conductivité : 1 mesure annuelle <p>Les résultats de ces mesures seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il est parfois difficile d'effectuer le prélèvement, car il n'y a pas de rejet en période estivale et peu de rejet aux autres saisons.</p> <p>Il a présenté le dernier rapport de mesure datant du 14 mars 2023. Toutes les mesures étaient conformes : pH 8,7, MES 7 mg/L, DCO < 5 mg/L et hydrocarbures < 50 mg/L.</p>
Type de suites proposées : Sans suite